

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 NOVEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept, le 16 novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **8 novembre 2017**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Bernard BARDOU, Annie VALERO.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Modification des statuts de la Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout
2. Dénomination des voies communales
3. Décision modificative – Intégration de la subvention du Département pour les travaux d'extension du cabinet médical
4. Révision des tarifs de la redevance assainissement
5. Questions diverses

1) Modification des Statuts de la CCLPA (2017/58) – Annexe 1

Le Maire ayant exposé,

Vu les articles L. 5211-5-1 et L. 5211-17 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux statuts des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2016 portant modification des Statuts de la CCLPA,

Monsieur le Maire précise aux membres du Conseil Municipal la nécessité de modifier l'article 3 - Compétences des Statuts de la Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout sur 3 points :

- Compétence dite « GEMAPI » : intégrer cette compétence dans les compétences obligatoires et supprimer la partie de compétence actuellement inscrite dans les compétences facultatives ;
- Détailler le libellé de la compétence « Gens du voyage » comme prévu à l'article L. 5214-16 du CGCT ;
- Compétence « Assainissement » : déplacer la compétence comme libellée actuellement des compétences optionnelles vers les compétences facultatives (la CCLPA n'a pas la compétence assainissement en totalité - manque assainissement collectif, elle ne peut donc être maintenue en compétence optionnelle)

Une modification doit aussi être apportée à l'article 8 - Bureau des Statuts : la phrase « Les maires des 26 communes » est remplacée par « Les maires des communes adhérentes ».

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales susvisées, les Statuts sont arrêtés par le Préfet après accord des conseils municipaux des communes membres, exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur les statuts proposés, à compter de la notification au Maire de la commune de la délibération du conseil de la Communauté de Communes. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Monsieur le Maire propose donc aux membres du Conseil d'approuver les Statuts de la CCLPA comme joints en annexe et de l'autoriser à réaliser toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet de nouveaux Statuts de la CCLPA comme joints en annexe,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à ce dossier.

2) Dénomination des voies communales – Lotissement de M. Lafont (2017/59) – Annexe 2

M. le Maire rappelle qu'il appartient au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies communales, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L 2213-28 du CGCT aux termes duquel « Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Il convient, pour faciliter le repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles et de procéder à leur numérotation.

M. le Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité d'attribuer un nom à la voie desservant le lotissement de M. Lafont et propose de nommer cette voie « Rue du 11 novembre 1918 ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de nommer la voie desservant le lotissement de M. Lafont « Rue du 11 novembre 1918 » ; les habitations seront numérotées selon le plan ci-annexé ;
- charge M. le Maire pour les formalités à accomplir.

3) Changement de dénomination de la traversée du centre bourg (portion RD112) (2017/60) – Annexe 3

M. le Maire rappelle le projet de baptiser la traversée du village par la RD 112 « Avenue Pierre Fabre » et donc de changer les dénominations des voies suivantes :

- Avenue Philippe Pinel
- Rue Jeanne d'Arc
- Rue de Strasbourg
- Avenue de Castres

M. le Maire rappelle également le projet de renommer la Place de l'hôtel de ville et de la baptiser Place Philippe Pinel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de remplacer les dénominations des voies « Avenue Philippe Pinel », « Rue Jeanne d'Arc », « Rue de Strasbourg » et « Avenue de Castres » par « Avenue Pierre Fabre » à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- décide de dénommer à compter du 1^{er} janvier 2018 la « Place de l'Hôtel de Ville » « Place Philippe Pinel » ;
- les habitations seront numérotées selon les plans ci-annexés ;
- charge M. le Maire d'accomplir les formalités nécessaires.

4) DM n° 4 – Intégration de la subvention du Département pour les travaux d'extension du cabinet médical (2017/61)

M. le Maire informe que lors de la séance du 13 octobre dernier, la Commission permanente du Conseil départemental a attribué à la commune une subvention d'un montant de 10 000 € pour les travaux d'extension du cabinet médical.

M. le Maire propose d'intégrer cette subvention dans le budget 2017.

Article - Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
INVESTISSEMENT			
2313	Constructions	10 000,00 €	
1323-16009	Extension du cabinet médical - Subvention		10 000,00 €
TOTAL		10 000,00 €	10 000,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les crédits supplémentaires comme présentés ci-dessus.

5) Révision des tarifs de la redevance assainissement

M. le Maire rappelle que la Commune n'applique pour l'instant qu'un tarif calculé sur le volume d'eau consommé et qu'il est possible d'instaurer une part fixe.

M. le Maire propose de différer cette délibération car il souhaite préalablement s'entendre avec la commune de Damiatte.

6) Questions diverses

Conseil d'école

M. le Maire rend compte du conseil d'école réuni ce jour :

- Etaient présents les 5 enseignantes, 8 délégués de parents, le Directeur de l'association Accueil de Loisirs en Pays d'Agout et le coordonnateur du réseau d'école.
- Effectifs prévisionnels 2018/2019 : 108 enfants (11 arrivées, 8 départs), il n'y aura pas de rentrée en janvier (il y avait 2 demandes).
- Projets du RER : jardiner naturellement, rencontres USEP pour les cycles 2 et 3, expo Trifyl, visite du centre de tri de Labruguière, travail sur les monuments aux morts (guerre 14/18), réflexion concernant le spectacle « Les petit poilu », collaboration avec l'AFIAC (artiste en résidence)...
- Projets école : 2 spectacles FOL, Ecole et cinéma, visite du Musée Goya, Ecoles qui dansent, carnaval, fête de l'école le 29/06 (les parents souhaiteraient que la fête de fin d'année soit commune entre l'ALPA et les enseignants).
- Cantine : les parents se plaignent du bruit et de la qualité gustative.

- Rythmes scolaires : la directrice doit rendre compte à la DASEN de la décision prise. Les délégués des parents n'ont pas souhaité se prononcer et proposent d'organiser une réunion sur ce sujet avec tous les acteurs ; il a été convenu de la prévoir entre le 15/12/17 et le 15/01/18.

Le devenir des emplois aidés va avoir un impact sur l'organisation future et le plan financier. Les enseignants défendent le retour à 4 jours, l'association ALPA souhaite maintenir le partenariat avec la commune même sur 4 jours.

Il a été rappelé que l'organisation du groupe scolaire de St Paul a des répercussions sur l'accueil des enfants des communes voisines (essentiellement Damiatte, Teyssode et Viterbe) puisque le temps ALSH du mercredi est organisé à St Paul. Il est donc nécessaire de travailler avec le territoire et la CCLPA.

Contrats aidés / réponse du Président

M. le Maire rappelle le courrier envoyé à M. Macron concernant la suppression des contrats aidés, il fait part de la réponse du Chef de cabinet du Président de la République.

En 2018, 200 000 nouveaux contrats aidés non marchands seront financés et seront concentrés autour de deux priorités thématiques (l'accompagnement des élèves en situation de handicap et les lecteurs d'urgence en matière sociale et de santé) et deux priorités territoriales (l'outre-mer et les communes rurales). M. le Maire propose d'étudier les situations concernées après avoir pris connaissance des critères 2018.

Suppression Taxe d'habitation

M. le Maire présente la simulation des effets de la suppression de la taxe d'habitation transmise par M. Philippe Bonnacarrère, sénateur du Tarn.

Actuellement 118 foyers sont exonérés de TH ou ont une TH nulle, en 2020 il y aurait 309 nouveaux foyers fiscaux exonérés sur St Paul, le dégrèvement s'élèverait en 2020 à 143 622 €.

L'AMF manifeste son inquiétude car ces dégrèvements seraient financés par des fonds de péréquation.

Crédit Agricole / Diminution des horaires d'ouverture

Suite à la décision du Crédit Agricole de réduire les horaires d'ouverture sur l'agence de St Paul, un courrier avait été adressé aux administratrices locales pour manifester le mécontentement du conseil municipal.

M. le Maire donne lecture des réponses reçues :

- Mmes Patricia Rossoni et Isabelle Terral, respectivement Présidente de la Caisse Locale de Cognac et Directrice de l'agence de Lavaur ont transmis la requête à la Caisse régionale et ont rappelé les soutiens apportés aux différentes associations du territoire en 2016 et 2017.
- M. Pascal Duprat, Directeur général adjoint de la Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel Nord Midi-Pyrénées, a confirmé les baisses de fréquentation sur les permanences et a précisé que la pérennité de leur présence dépendrait de l'intensité de l'activité commerciale banque et assurance.

Assemblées générales

- Pétanque St Paulaise : le bureau était démissionnaire toutefois certains membres envisageaient de se représenter, une nouvelle réunion est programmée pour désigner le bureau.
- Los Desferrats : changement complet du bureau, sur 63 adhérents, 54 étaient présents à l'AG.

Bilan cérémonie du 11 novembre

Belle réussite pour cette manifestation, le film diffusé a été très apprécié par l'assemblée nombreuse.

Prochaines manifestations

- Concert de Jazz le vendredi 24 novembre

- Marathon de la belote le samedi 25 novembre
- Nadalet le vendredi 8 décembre

CCLPA

M. le Maire et Marie-Françoise Duris rendent compte des dernières réunions de la communauté de communes :

Conseil de communauté du 07/11

- Plusieurs délibérations relatives aux zones d'activités liées à la prise de compétence de ces zones par la CCLPA depuis le 1^{er} janvier 2017 (reprise de prêt, PV de mise à disposition...)
- Approbation du budget primitif de l'EHPAD « Résidence La Grèze » en présence de la nouvelle directrice
- Recrutement d'un agent contractuel « chargé de communication » : agent actuellement en contrat aidé jusqu'à la fin de l'année. Il a été demandé d'attendre la parution du nouveau dispositif sur ces contrats pour délibérer.

Bureau élargi du 14/11

- Prise de compétence eau et assainissement au 01/01/2020 au plus tard par la CCLPA : M. Cédric Viguier du service « Direction de l'eau » du Département a présenté la loi Notre et les études préalables nécessaires à la mise en œuvre de ce transfert de compétence.

M. le Maire informe que les élus du SIAEP Vielmur vont être interrogés sur ce transfert de compétence lors du prochain comité syndical ; le bureau souhaiterait conserver une part d'autonomie et proposerait une gestion sous la forme d'une régie personnalisée et pourrait assurer également le service « assainissement ».

- Le séminaire annuel ne sera pas reconduit cette année.
- Projet sur la zone d'activité de Condoumines : l'entreprise SGP Productions s'est fortement développée cette année et se trouve à l'étroit dans ses locaux situés à St Paul Cap de Joux. Elle aurait besoin de 5000 m² mais ne souhaite pas investir. M. le président propose de construire les locaux nécessaires et de les louer à l'entreprise, 6 lots de la zone d'activités seraient impactés.

Le coût de ce projet est évalué à 2 435 000 € ; pour bénéficier d'éventuelles subventions il serait nécessaire de créer un hôtel d'entreprises, la CCLPA devrait financer entre 60 et 80% de ce montant. L'entreprise serait en capacité de payer un loyer de 7 000 € mensuel mais ne voudrait s'engager que sur un bail de 6 ans.

Beaucoup de délégués de la CCLPA ont manifesté un avis mitigé sur ce projet car le risque financier pour la CCLPA peut être conséquent.

Eric Vernières ne trouve pas cohérent que la collectivité prenne en charge la totalité de l'investissement, il faudrait faire appel à des investisseurs privés.

Danièle Landez pense que ce n'est pas au contribuable d'être la banque, d'autres entreprises auraient certainement besoin de bâtiments.

M. le Maire ajoute qu'il est opposé à ce projet, il y a quelques mois la CCLPA voulait vendre la maison de retraite car elle n'avait pas assez de trésorerie, depuis le projet de vente a été abandonné mais le projet de construction de hangar pour les services techniques de 900 000 € environ a été validé.

- PLUi : une réunion est organisée le 19 décembre pour travailler sur la commune de St Paul Cap de Joux exclusivement. Le délai de réalisation du PLUi a été revu à la hausse (4-5 ans au lieu de 3 ans).

Prochaines réunions

- Commission communication : 27 novembre à 18h30 et 4 décembre à 20h30
- Commission travaux : 12 décembre 2017 à 16h00
- Conseil municipal : 18 décembre 2017 à 20h30

Fin de séance.



STATUTS

*Statuts approuvés en Conseil de Communauté
par délibération n°2017/84 du 10 octobre 2017*

STATUTS

Sommaire

ARTICLE 1	COMPOSITION ET DENOMINATION.....	p.3
ARTICLE 2	SIEGE.....	p.3
ARTICLE 3	COMPETENCES.....	p.3
I –	Compétences obligatoires.....	p.3
A –	Aménagement de l’espace.....	p.3
B –	Développement économique.....	p.3
C –	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement	p.3
D –	Aménagement, entretien et gestion des aires d’accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l’art. 1 ^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l’accueil et à l’habitat des gens du voyage	p.4
E –	Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.....	p.4
II –	Compétences optionnelles.....	p.4
A –	Protection et mise en valeur de l’environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande l’énergie.....	p.4
B –	Création, aménagement et entretien de la voirie.....	p.4
C –	Politique du logement et du cadre de vie.....	p.4
D –	Action sociale d’intérêt communautaire.....	p.4
E –	Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l’article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.....	p.5
III –	Compétences facultatives.....	p.5
ARTICLE 4	HABILITATIONS STATUTAIRES.....	p.6
ARTICLE 5	ADHESION A UN SYNDICAT MIXTE.....	p.6
ARTICLE 6	DUREE.....	p.6
ARTICLE 7	ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT.....	p.6
ARTICLE 8	BUREAU.....	p.6
ARTICLE 9	REGIME FISCAL.....	p.7
ARTICLE 10	DECISIONS PARTICULIERES.....	p.7

ARTICLE 1 – COMPOSITION ET DENOMINATION

Le nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion au 1^{er} janvier 2013 de la communauté de communes du Lautrécois et de la Communauté de Communes du Pays d'Agout prend la dénomination de « Communauté de communes du Lautrécois-Pays d'Agout » (CCLPA).

Il est composé des 26 communes suivantes : Brousse, Cabanès, Carbes, Cuq, Damiatte, Fiac, Fréjeville, Guitalens-L'Albarède, Jonquières, Laboulbène, Lautrec, Magrin, Montdragon, Montpinier, Peyregoux, Puycalvel, Prades, Pratviel, Saint-Genest de Contest, Saint-Julien du Puy, Saint-Paul Cap de Joux, Serviès, Teyssode, Vénès, Vielmur-sur-Agout, Viterbe.

ARTICLE 2 – SIEGE

Le siège de la Communauté de Communes est fixé à Brenas, route de Vielmur 81440 Lautrec

ARTICLE 3 – COMPETENCES

La Communauté de Communes a pour compétences :

I – COMPETENCES OBLIGATOIRES

A – Aménagement de l'espace

- a) Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur
- b) Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
- c) Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire

B – Développement économique

- a) Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17
- b) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- c) Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

C - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement

- a) Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- b) Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- c) Défense contre les inondations et contre la mer
- d) Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

D – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage

E – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

II – COMPETENCES OPTIONNELLES

A – Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie

a) Création, extension, entretien, balisage et promotion des sentiers de randonnées d'intérêt communautaire

B – Création, aménagement et entretien de la voirie

C – Politique du logement et du cadre de vie

D – Action sociale d'intérêt communautaire

a) Etude, coordination et mise en œuvre des actions petite enfance, enfance et jeunesse (0-18 ans) en adéquation avec le projet éducatif défini par la Communauté de Communes

b) Construction, gestion et animation d'un Relais d'Assistantes Maternelles

c) Construction et gestion de structures « petite enfance » d'intérêt communautaire

d) Construction et gestion de structures d'accueil « extra-scolaire » d'intérêt communautaire

e) Construction et gestion de structures d'accueil « péri-scolaire » d'intérêt communautaire

f) Création, aménagement, extension et gestion de maisons de retraite d'intérêt communautaire

g) Création, aménagement et gestion de maisons médicales d'intérêt communautaire

E – Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

III – COMPETENCES FACULTATIVES

a) Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt communautaire

b) Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur l'unité hydrographique du bassin versant de l'Agout, dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin de l'Agout

c) Assainissement :

- **Réalisation des études préalables à la définition des zonages d'assainissement**

- **Assainissement Non Collectif :**

Contrôle des installations d'assainissement non collectif (Contrôle de conception-réalisation sur les ouvrages neufs ou réhabilités, diagnostic des ouvrages existants, contrôle périodique de bon fonctionnement et pilotage des opérations de réhabilitation (accompagnement administratif et centralisation des demandes de subvention faites par les usagers auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne). Sont exclus la maîtrise d'ouvrage des opérations de réhabilitation et l'entretien des installations).

d) Favoriser, développer et soutenir les projets culturels, sportifs et de loisirs

e) Gestion du réseau d'écoles

f) Aménagement, développement, entretien et gestion du site Aquaval à Lautrec

g) Participation au capital de la SCIC Café Plum

h) Aménagement numérique :

Etude, réalisation et gestion du réseau d'initiative numérique dans le cadre des actions pluri annuelles programmées en partenariat avec le département et concernant les réseaux de distribution et sites prioritaires.

i) Constitution de réserves foncières nécessaires à l'exercice des seules compétences de la communauté de communes, conformément aux dispositions des articles L. 221-1 et L. 300-1 du Code de l'Urbanisme

j) Elaboration, approbation et mise en œuvre des politiques contractuelles de développement et d'aménagement du territoire engagée avec l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics de coopération intercommunale, les chambres consulaires et l'Union Européenne, la Communauté de Communes étant ainsi habilitée à passer toutes les conventions nécessaires avec ces partenaires

k) Création et gestion de crématoriums

ARTICLE 4 – HABILITATIONS STATUTAIRES

A – Service commun :

Conformément à l'article 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes met en place un service commun « instruction des autorisations du droit des sols » dont les modalités sont définies par convention conclue entre la Communauté de Communes et les communes après avis des comités techniques compétents.

B – Engagements contractuels :

La communauté de communes pourra réaliser des prestations pour les communes limitrophes du territoire intercommunal pour d'éventuelles prestations en matière de travaux ou d'entretien de voirie (balayage), de collecte (verre), dont les conditions d'exécution et de rémunération seront fixées par convention.

Ponctuellement, la communauté de communes pourra réaliser pour des particuliers des petits travaux de voirie (entrée et sortie des propriétés) sur les parties privatives des particuliers situées dans le prolongement des voies communautaires lors des travaux réalisés par la Communauté dans le cadre de ses compétences.

ARTICLE 5 – ADHESION A UN SYNDICAT MIXTE

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la communauté de communes peut adhérer à un syndicat mixte par simple délibération du conseil communautaire prise à la majorité absolue des suffrages exprimés en vue de lui confier l'exercice d'une ou plusieurs de ses compétences.

ARTICLE 6 – DUREE

La Communauté de Communes est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 7 – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

La communauté de communes est administrée par un conseil de communauté, composé de délégués des communes adhérentes, dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales. La composition est fixée par arrêté préfectoral.

ARTICLE 8 – BUREAU

Le conseil de communauté procède, dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un bureau composé de :

- le Président
- 1 ou plusieurs vice-présidents
- les maires des communes adhérentes (afin que chaque commune soit représentée, si le maire n'est pas délégué au conseil de communauté, il sera remplacé par le délégué de la commune)

ARTICLE 9 – REGIME FISCAL

Le régime fiscal est la fiscalité additionnelle avec la fiscalité professionnelle de zone.

ARTICLE 10 – DECISIONS PARTICULIERES

Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule des Communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette Commune.

S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la Communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de communauté.

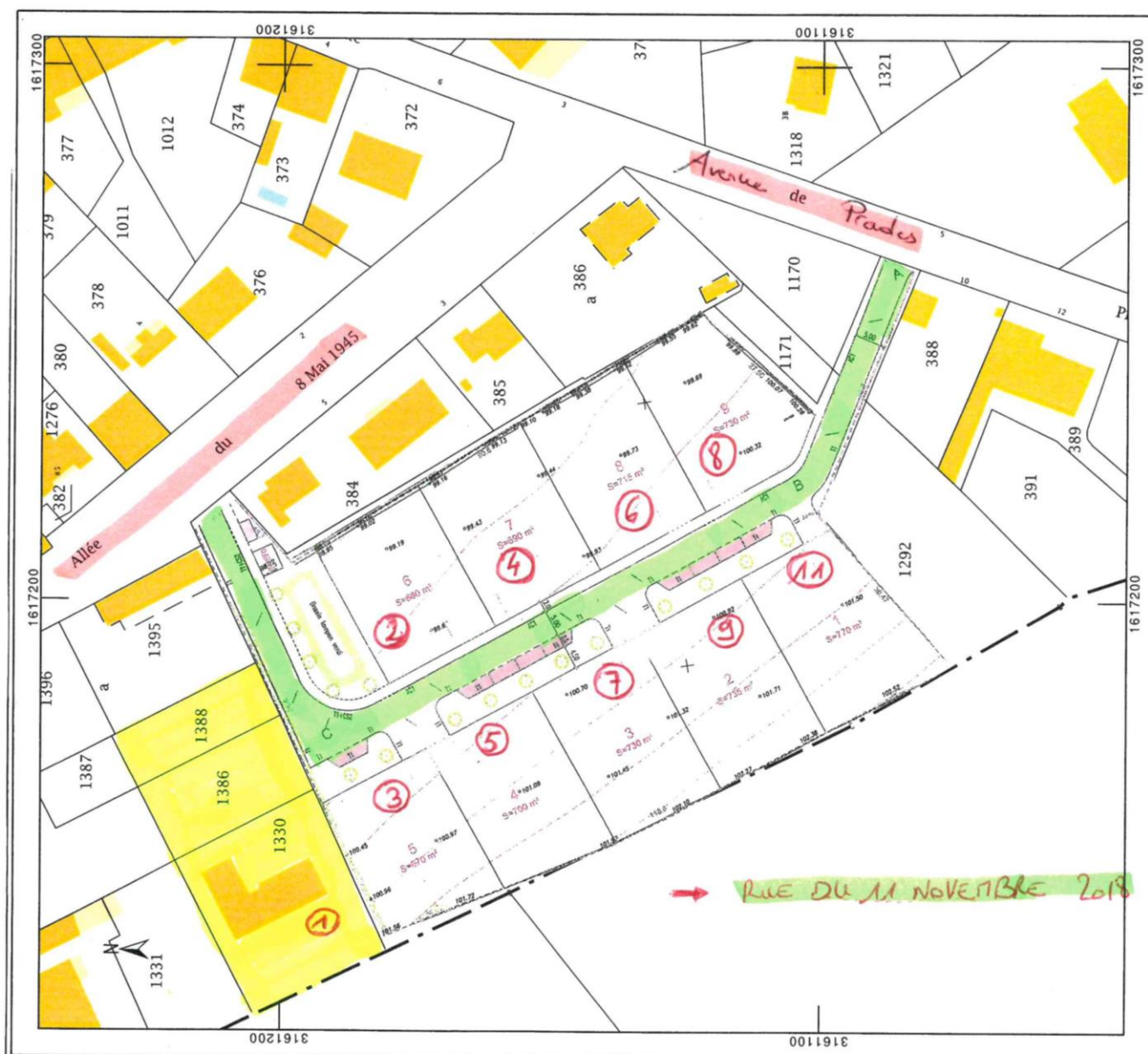
Statuts adoptés et annexés à la délibération n°2017/84 du 10 octobre 2017.

Le Président,

Raymond GARDELLE

ANNEXE 2

..... /



ANNEXE 3

